

Liste des sujets de mémoire rendus dans le cadre du cours "Quelle régulation du système de santé" EGS218-219

2009-2010

- L'éducation thérapeutique du patient et la loi du 4 mars 2002 relative aux droits du malade et à la qualité du système de santé
- La sécurité anesthésique en France avant et après le décret du 5 décembre 1994
- De l'épuisement professionnel à la maltraitance en Ehpad
- Loi 2005-102 sur l'insertion professionnelle de personnes handicapées issues d'Esat et du milieu ordinaire du travail
- Loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs
- Loi 2002-2 du 2 janvier 2002 de rénovation de l'action sociale et médico sociale et de la circulaire DGA 5§SD du 30 avril 2002 relative au renforcement des procédures de traitement des signalements de maltraitance et d'abus sexuels envers les enfants et les adultes vulnérables accueillis dans les structures sociales et médico sociales
- Expérimentation sur le recueil des évènements indésirables graves menés sous la responsabilité de l'institut de veille sanitaire
- Evaluation des politiques publiques : le développement de la chirurgie ambulatoire en France
- Loi n°2002-303 du 4 mars 2002 : Droits des malades et qualité du système de santé.
- Ehpad et loi HPST, quels changements pour quels impacts ?
- L'accueil des enfants de moins de 6 ans, loi du 1er août 2000
- Application de la T2A en psychiatrie
- Le SROS III, outil de planification
- Evaluation de la politique publique sur la périnatalité
- La loi du 31/01/2007 relative à l'accès au crédit pour les personnes présentant un cas aggravé de santé
- Les leviers de l'informatisation du dossier patient dans les unités de soins hospitalières
- Usagers de drogue par voie intraveineuse : l'impact sanitaire de la réglementation sur le matériel d'injection
- Statuts et reconnaissance des médecins étrangers en France
- Evaluation du décret n°2008-1326 du 15/12/2008 relatif au dossier pharmaceutique
- Les médicaments génériques, 10 ans de politique publique : quels impacts pour l'industrie pharmaceutique
- Les réseaux d'eau chaude et tours aérorefrigérantes dans les établissements de santé
- Etude comparative en exercice libéral et public des états de déploiement des systèmes d'archivage électronique en imagerie médicale à travers l'arrêté ministériel du 10 septembre 2007
- L'hôpital face aux infections nosocomiales
- CMU et CMU C
- Mise en œuvre de l'article L 315 2 du code de la Sécurité sociale sur les prestations en nature

2008-2009

- Les actes dits "frontières"
- L'euthanasie et la loi Leonetti du 22 avril 2005
- La circulaire Laroque, une politique des soins d'accompagnement
- Evaluation de l'affection longue durée diabète
- Les réseaux régionaux de cancérologie
- Evaluation du dispositif des cellules d'urgence médico-psychologique
- Quel mode de rémunération pour les pharmaciens d'officine en France
- La gouvernance territoriale et régionale des politiques de soins et de prévention
- Plan Cancer, mesure 41

- Analyse des réticences liées à la fermeture des petites maternités en France
- Les droits des malades et la qualité du système de santé
- Environnement réglementaire et économique du médicament en post AMM, quelles missions pour la visite médicale
- T2A et chirurgie ambulatoire, incitation ou coercition ?
- Analyse du dispositif du médecin traitant
- Evaluation de la loi du 13 août 2004 portant création du DMP

2006-2007

- Les CLIC : de l'ambition à la réalité d'une politique de coordination gérontologique
- Le développement des réseaux de santé va t il effectivement amener le patient au centre du système de santé ?
- Analyse de la politique du bon usage des médicaments psychotropes d'après le rapport rédigé par Maryvonne Briot
- Culture à l'hôpital
- La nouvelle gouvernance hospitalière, une réforme étape aux effets incertains
- Les centres de santé municipaux
- EPP vous avez dit ???
- De la maltraitance des personnes âgées à la bien traitance
- L'EPP : Evaluation des pratiques, évolution des cultures
- La loi du 18 janvier 1994 sur la réforme de la médecine pénitentiaire
- Le management d'une structure d'urgence sociale et la loi du 2 janvier relative à la rénovation de l'action sociale et médico-sociale
- Etude et analyse du Titre 2 de l'ordonnance n°96-346 du 24 avril 1996 relative à l'évaluation, à l'accréditation et à l'analyse de l'activité des établissements de santé
- Les enjeux sociaux de l'hôpital. Sociologie plurielle de la santé
- Les réseaux de santé
- L'aide sociale à l'enfance du département de Paris
- La télémédecine dans l'accès du patient aux soins
- Conditions techniques de la pratique de la réanimation dans les établissements de santé : aspects législatifs
- Le maintien à domicile des personnes âgées et la coordination de l'action médico-sociale des communes
- Les règles, directives et usages en matière d'informatique de santé de 1980 à 1999 (et après)
- Le système de santé du Vietnam
- Les accueils de jour Alzheimer : essai d'évaluation sur la mise en place du cahier des charges de la circulaire du 30 mars 2005
- Les achats hospitaliers : actualité, enjeux et perspectives
- Les CPOM un nouvel outil de régulation
- Code des marchés publics 2006
- Les coordonnateurs de l'action gérontologique : de 1981 à nos jours, bilan et perspectives
- Le système de santé en Algérie, réalités et perspectives
- Coopération inter hospitalière en matière d'informatisation de la santé, et offre industrielle de logiciels
- La prise en charge des personnes âgées
- Le transport des nourrissons décédés de mort inattendue, une législation inadaptée
- L'APA : comment cette loi s'inscrit elle dans le contexte de la prise en charge de la dépendance par les pouvoirs publics ?
- Maison départementale de personnes handicapées

2005-2006

- Le travail de nuit à l'hôpital et sa réglementation
- Laïcité, hôpital et Islam, circulaire du 2 février 2005
- La prise en charge sanitaire des personnes détenues
- Quelles évolutions possibles pour le financement de la protection sociale en France

- Indemnisation des accidents médicaux et de l'aléa thérapeutique, loi du 4 mars 2002
- La périnatalité : les effets du plan de périnatalité de 1994
- Le contrôle de la qualité dans un établissement de santé
- Conséquences de la mise en place du ticket modérateur dans le cadre de la médecine de ville
- La nouvelle charte - une tentative de régulation de la visite médicale en France
- Mise en oeuvre décret n°2001 du 26 juillet 2001 et de la circulaire du 26 juillet 2004 sur le signalement des infections nosocomiales et l'information du patient
- Influence de la régulation sur la densité médicale et sur la répartition géographique des médecins généralistes
- Confiance et consentement des malades : le défi de l'information
- Décret "Rétrocession"
- Le médecin coordonnateur en établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes, qu'en est-il 7 ans après la parution de l'arrêté du 26 avril 1999 ?
- Les difficultés de contrôle de l'activité des médecins libéraux au travers des différentes conventions
- Le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens : outil de contractualisation ou outil de régulation ?
- La notion de consentement dans la loi du 4 mars 2002
- Dossier patient informatisé
- Les réseaux de santé ville-hôpital
- L'emploi de personnel paramédical intérimaire à l'hôpital : une autre approche de la gestion des risques ?
- Loi du 04/01/1993 dite "Loi Teulade)
- Le règlement européen sur les médicaments orphelins
- Organisation de la lutte contre les infections nosocomiales, décret du 6 décembre 1999
- Impact des directives européennes 92-49 et 92-96 CEE sur le monopole de la sécurité sociale
- Le contrat de bon usage du médicament dans les établissements de santé
- L'approvisionnement en médicaments des officines de ville : une obligation de service public face à la rationalité des acteurs de santé
- Loi Evin et son application
- La réforme du régime des ALD dans la loi d'août 2004
- Règlement incendie dans les établissements de soins (type U) arrêté ministériel du 12 décembre 2004
- Politiques de prévention des infections nosocomiales
- Organisation et mise en œuvre de la permanence des soins en médecine libérale de ville
- Historique du fondement de la loi du 30 juin 1975 conduisant par sa réforme à la loi de 2 janvier 2002

2004-2005

- L'utilisation des médicaments génériques dans le système de soins
- La réglementation des DIM et des médecins responsables de l'information médicale
- L'évaluation des établissements et services sociaux et médicaux sociaux
- L'évolution de la prise en charge de sa propre santé par le patient
- La réglementation incendie dans les établissements sanitaires et sociaux
- Le circuit informatisé du médicament
- Coopération inter hospitalière en matière d'informatisation de la santé et offre industrielle de logiciels
- Genèse de la constitution d'une politique de santé publique : prévention VIH/SIDA
- Les conseils de service dans les établissements publics de santé
- Le dépistage organisé du cancer du sein
- La prise en charge des enfants confiés à l'aide sociale
- Evolution du dossier médical à l'hôpital
- Le respect de l'intimité et de la dignité du patient ainsi que sa liberté
- Les dispositifs médicaux à usage individuel et leur réglementation
- L'évolution de la réglementation de la discipline d'anesthésie réanimation, juillet 2004

- Financement des établissements sociaux et médico sociaux, 2004
- La notion d'Etat providence appliquée au bilan bucco-dentaire, sept. 2003
- CCAM et tarification à l'activité dans les établissements hospitaliers
- Soins palliatifs en ambulatoire : les limites de la loi du 9 juin 1999
- Analyse des conséquences d'un texte de loi sur l'organisation du système de santé français (avril, 2004)
- Tchernobyl, les faits, les impacts sanitaires selon différentes sources, les réglementations induites par cet accident, 2004
- Les arrêts de travail sous contrôle
- La loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico sociale, déc. 2003
- Les consultations externes à l'hôpital, août 2004
- La dépendance : le poids des contraintes, le choc des mutations ?
- La CMU : étude de terrain en région parisienne
- Le processus de décision dans l'évolution du panier de soins en France
- Tarification à l'activité : mise en œuvre de la réforme et conséquences pour les établissements de santé

2003-2004

- Plan Juppé et implication des agents dans leur organisation de travail, 2004
- Régulation de la télémédecine
- Les réseaux de santé et le dossier médical informatisé
- La réglementation des actes de professions de santé : l'exemple des infirmiers, oct. 2004
- De la loi Huriet à la nouvelle loi de santé publique
- Les agences sanitaires en France, mai 2004
- Les politiques de périnatalité en France, juillet 2004
- La personne handicapée vieillissante au domicile de ses parents, eux-mêmes vieillissants
- Conséquences de la mise en œuvre du décret 2001-671 du 26 juillet 2001...au service de la réanimation de l'hôpital Henri Mondor de Créteil

2002-2003

- Les enjeux de l'accréditation dans l'hospitalisation privée
- Les conséquences de la réforme de juillet 1991...
- Médicaments génériques et limites économiques
- L'assurance du risque médical
- L'induction sur la demande de soins de la CMU
- Infections nosocomiales
- Loi relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'APA
- La publicité des médicaments en France
- Mutuelles santé : réforme du code et perspectives
- Hygiène hospitalière et stérilisation
- Législation des déchets hospitaliers
- Comparaison des politiques de santé et sociales
- Analyse nutritionnelle et économique de l'aide alimentaire de l'UE et du RBA en France

2001-2002

- Les conditions de libéralisation partielle des prix des spécialités pharmaceutiques
- Faut-il contrôler l'accès direct aux spécialistes ?
- La lutte contre les infections nosocomiales
- Le dédale Alzheimer
- La concurrence par les prix dans la médecine hospitalière : vers une remise en cause de l'équité ?
- L'accès au dossier médical : passe – présent
- De l'hospice à l'hôtellerie médicalisée
- Régulation des dépenses de santé. Le cas de la médecine libérale
- Le secteur hospitalier non lucratif en France

- Quelle formation pour le corps médical ? déc. 2002
- Les régimes spéciaux de protection sociale dans le paysage de la sécurité sociale
- L'anatomie pathologique, une discipline comme les autres ?
- Conséquences de la mise en place des 35 h dans un service de chirurgie
- Evolution de la Mutualité
- Les contrats d'objectifs et de moyens dans les hôpitaux du Service de santé des armées
- Réflexions sur le rapprochement d'un établissement de santé privé et d'un établissement de santé public
- Etude des bassins de santé hospitaliers de pédiatrie de l'hôpital de Saint-Vincent-de-Paul
- Efficacité et limites du système de régulation financière des dépenses des cliniques privées au but lucratif
- Impact des nouvelles contraintes institutionnelles sur l'activité de soins hospitaliers privée commerciale
- Réglementation de la fonction alimentaire dans les établissements de santé
- Le principe de précaution

1999-2000

- Perception et évaluation du risque santé.
- Quel regard porter sur la réforme Juppé ?
- La qualité dans les laboratoires d'analyses de biologie médicale
- Les soins palliatifs. Evolution d'une innovation.
- Systèmes de santé des Caraïbes
- La réglementation dans le secteur biomédical.
- La Mutualité en France et les directives européennes sur les assurances.
- La place de l'évaluation dans le champ du médico-social.
- La mortalité périnatale en France
- La prestation spécifique dépendance
- L'exercice libéral des médecins dans les établissements d'hospitalisation privée
- L'incidence de la non-réglementation et de la réglementation sur l'évolution de l'HAD
- L'expérimentation des réseaux de soins dans le cadre des ordonnances d'avril 1996.
- L'acte médical et ses nomenclatures.
- Orientations pour une politique du médicament
- La politique de quotas en masso-kinésithérapie
- Le dépistage du cancer du col de l'utérus.
- Les instruments de régulation de l'industrie pharmaceutique depuis les ordonnances Juppé